



COMMUNIQUÉ de PRESSE

ÉLECTION AU CESE

L'institution se fragilise et se discrédite

La section « Travail » du Conseil Economique Social et Environnemental (Cese) – la troisième assemblée de la République - vient d'élire à sa tête un nouveau Président, suite à la démission de son ancienne Présidente, élue au parlement européen.

Pour rappel, lors de la mise en place de la mandature, la CGT avait été exclue de toutes les présidences de sections du fait d'un jeu d'alliances syndicales de circonstances, loin de privilégier le travail de fond au profit de l'intérêt général.

Malgré cela, le groupe de la CGT s'est engagé dans le travail au Cese, portant des avis importants et démontrant ainsi son engagement au service de l'intérêt collectif.

La vacance de la présidence de la section « Travail » était l'occasion de dépasser les blocages du début de mandat, de favoriser le dialogue respectueux entre toutes les composantes du Cese et d'avancer collégialement dans l'élaboration de propositions d'intérêt général.

La CGT a présenté une candidature sérieuse à cette responsabilité, un militant syndical reconnu par toutes et tous pour son implication et son sens du dialogue, mobilisé depuis 15 ans sur le front de la réhabilitation de la « valeur travail ».

La candidature de la CGT visait à rassembler et à permettre à l'institution de montrer l'image d'un Cese qui s'applique à lui-même les valeurs qu'il exige des autres en reconnaissant la place de chaque organisation qui le compose.

Hélas, de nouveau, ce sont des stratégies partisans qui ont pris le dessus, avec l'aide de forces extérieures, pour privilégier les intérêts de certaines organisations au détriment des intérêts communs de l'institution, déjà fortement fragilisée par le pouvoir politique en place.

Alors qu'un rassemblement syndical naturel aurait permis qu'un représentant des travailleuses et travailleurs soit élu à la présidence de la section « Travail »... elle a été offerte au représentant du patronat !

C'est un résultat dramatique pour le syndicalisme et les forces progressistes !

Cette situation contribue à discréditer le Cese dans sa nature même et donne des arguments à celles et ceux qui remettent en cause jusqu'à son existence.

À l'heure où notre pays traverse une crise sociale inédite, la CGT, malgré les difficultés, poursuivra son combat pour rassembler et agir sur les grands enjeux communs, dans le respect de la différence d'opinions et pour l'intérêt général.

Montreuil, le 12 juin 2019